



RÉSEAUX DU LOGEMENT D'INSERTION
FAPIL - UNAFO - URHAJ - SOLIHA - URCLAJ



2024

RAPPORT

FINAL

FAVORISER L'INTERCONNAISSANCE ET L'ÉMERGENCE
DE PROJETS AU SERVICE DU LOGEMENT D'INSERTION



POUR DES ALLIANCES LOCALES DE SOLIDARITÉS :
COOPÉRER, MUTUALISER, STRUCTURER ET INNOVER !

SOMMAIRE

Introduction	1
Synthèses des journées	2
Enseignements et perspectives	3
Bilans départementaux des journées et Fiches Actions	4
Remerciements	5

INTRODUCTION

01

LE CONTEXTE

Les réseaux du logement d'insertion (SOLIHA, FAPIL, UNAFO, URHAJ, URCLLAJ) collaborent régulièrement à l'échelle nationale et régionale pour partager des informations et porter des actions communes d'études, d'organisation de journées et de plaidoyer.

Si des collaborations locales entre nos adhérents existent déjà, nous observons que les dynamiques de partenariat sur les territoires pourraient être plus importantes, à commencer par le renforcement de l'interconnaissance entre nos membres. Afin de répondre efficacement aux enjeux multiples et complexes actuels, il est essentiel de renforcer les partenariats au sein de l'inter-réseaux logement, de favoriser l'émergence de projets collectifs et de réunir les forces de nos adhérents pour une action cohérente et avec plus d'impacts.

LE PROJET

Le projet vise à impulser des dynamiques de travail collaboratif à travers l'organisation de journées inter-réseaux sur 5 départements : Ain, Allier, Drôme, Loire et Puy-de-Dôme. Il a fait l'objet d'un financement dans le cadre des crédits régionaux du Pacte des Solidarités.

LES OBJECTIFS

Développer l'interconnaissance

Connaître les acteurs du territoire, leurs missions et identifier les complémentarités.

Établir un diagnostic partagé

Identifier collectivement les enjeux et besoins locaux sur le territoire.

Favoriser l'émergence de projets

Définir des priorités et des pistes de projets communs, relever des sujets d'actions à construire.



LES RESEAUX



La Fapil Auvergne-Rhône-Alpes est une fédération de 32 acteurs qui travaillent en faveur de l'accès et du maintien dans le logement de personnes en difficulté. Ce réseau appartient au mouvement de la Fapil qui réunit 135 d'adhérents au niveau national.



L'UNAFO (Union professionnelle du logement accompagné) compte 32 adhérents gestionnaires de Résidences sociales, Pensions de Famille, Résidences accueil, Foyers jeunes travailleurs et foyers travailleurs migrants, en Auvergne Rhône- Alpes.



L'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Auvergne-Rhône-Alpes (URHAJ) rassemble 42 adhérents soit 72 établissements qui agissent en faveur du logement pour les jeunes.



SOLIHA - Solidaires pour l'habitat, est le premier réseau associatif national du secteur de l'amélioration de l'habitat. L'Union Régionale SOLIHA Auvergne-Rhône-Alpes fédère 16 structures couvrant l'ensemble de la région.



L'Union Régionale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes AURA regroupe 22 CLLAJ ou Service Logement jeunes (19 adhérents) sur 10 départements de la région AURA - Accompagner les jeunes vers une solution de logement adaptée à ses besoins et sa situation.

LES ADHÉRENTS

Ain (8 adhérents) : Alfa3A, Tremplin, Adoma, AFASEC, Habitat & Humanisme, Mission Locale Bugey Plaine de l'Ain, Mission Locale Oyonnax-Bellegarde-Gex, Mission Locale Bresse-Dombes-Côtières, SOLIHA Ain

Allier (8 adhérents) : Viltais, Anef 03 63, Adoma, AGAT, SOLIHA Allier, Habitat Jeunes Montluçon, Association moulinoise des jeunes travailleurs - Le Tremplin, Association Foyer de Jeunes- FJT Victoria Paul Jarlier | **(Invités)** : Missions Locales de Moulins, Mission Locale de Montluçon, Association Passerelle

Drôme (9 adhérents) : ADLS, Adoma, ANEF 26/07, SOLIHA Drôme, Ladapt, Association Foyers Jeunes Ouvriers, Habitat et Humanisme, Diaconat Protestant-Résidence Rochecolombe, Maison Constantin

Loire (12 adhérents) : ASL 42, Néma Lové, RAHL 42, Anef Loire, Fondation ARALIS, ADOMA, AGFA, SOLIHA Loire Puy-De-Dôme, Association Clairvivre-Wogenscky, Commune de Montbrison-FJT Guy IV, Mairie de Roanne-Centre de Jeunesse Bérégovoy, Les Compagnons du devoir et du Tour de France-La Talaudière | **(Invité)** : Mission Locale Gier Pilat

Puy-de-Dôme (12 adhérents) : Anef 03 63, GIP Logement Solidaire Puy-de-Dôme, Atelier Logement Solidaire, ADOMA, OPHIS, UDAF 63, Habitat & Humanisme, SOLIHA Loire Puy-De-Dôme, Corum Saint Jean, Association Le Phare, Association Thiernoise des FJT-L'Atrium, SIRA.



LES CHIFFRES

5 JOURNEES

61 PARTICIPANTS



“

“J’ai trouvé intéressant de rassembler différents acteurs du logement de notre territoire. Ce qui permet de favoriser les liens, remettre à jour les actions/services de chacun et découvrir de nouveaux possibles partenaires. Nous avons pu partager des besoins et problématiques similaires sur notre territoire, ce qui permettra j’espère de mettre en lumière ces manques et impulser des actions, changements.”

SYNTHÈSES DES JOURNÉES

02

MÉTHODOLOGIE ET DÉROULÉ DES JOURNÉES

L'organisation et le suivi du projet à été réalisé par un comité de pilotage composé des différentes têtes de réseau.

Chaque journée était précédée d'échanges préparatoires avec les adhérents du territoire concerné pour comprendre le contexte local, les besoins et identifier de premières pistes de collaboration possibles.

Les journées étaient animées par l'ensemble des réseaux et se déclinaient en 3 temps principaux :

- **L'interconnaissance** : présentation des réseaux, présentation des adhérents, débat mouvant pour mieux se connaître (activités, territoire d'intervention, nombre de bénéficiaires, nombre de salariés).
- **Le diagnostic partagé** : réflexion en sous groupes autour des problématiques et difficultés actuelles, des besoins identifiés, des objectifs/perspectives des structures et des partenariats, synergies et mutualisation possibles.
- **La co-construction** d'actions communes : au regard du ou des enjeux identifiés dans la matinée, les participants étaient amenés à imaginer en sous groupes une ou des actions communes possibles sous le format d'une fiche projet.

Le temps de clôture visait ensuite à partager les différentes conclusions et associait les DDETS.

DATES ET PARTICIPANTS DES JOURNÉES

ALLIER : MARDI 19 MARS | 13 PARTICIPANTS

AIN : MARDI 9 AVRIL | 11 PARTICIPANTS

PUY-DE-DÔME : MARDI 25 JUIN | 15 PARTICIPANTS

DRÔME : MARDI 2 JUILLET | 11 PARTICIPANTS

LOIRE : MARDI 8 OCTOBRE | 10 PARTICIPANTS

RETOURS DES QUESTIONNAIRES DE SATISFACTION



Note attribuée par les participants aux journées :



Les participants ont découvert les autres structures et leurs activités :

46% des participants ne connaissaient pas ou peu les autres structures ;

54% des participants pensaient bien connaître les autres structures mais ont découvert de nouvelles choses ;

Ces journées ont permis aux participants :

50%

d'alimenter leur connaissance des besoins du territoire

79%

de partager les besoins identifiés sur le territoire

54%

d'identifier des complémentarités d'action

41%

d'identifier une ou plusieurs actions à mettre en place

95% des participants ont rencontré des personnes avec qui ils ont pu échanger sur leurs difficultés et partager des bonnes pratiques ;

70% des participants déclarent que les activités auxquelles ils ont participé leur ont permis d'identifier de nouvelles solutions pour répondre aux besoins non couverts des personnes qu'ils accompagnent ;

77% des participants déclarent que la journée leur a donné un nouvel élan, une nouvelle énergie pour répondre aux besoins des personnes qu'elles aident.

LES CONSTATS PARTAGÉS

La lecture des conclusions et observations à la suite de ces journées doit s'entendre au regard de l'échantillon d'acteurs présents le jour J, représentatifs d'une diversité de dispositifs gérés et de publics accompagnés. Il ne peut donc pas être fait de conclusions globales, génériques à ces territoires. Néanmoins, plusieurs observations se rejoignent et permettent de mettre en lumière des constats partagés.



A l'occasion des diagnostics partagés, des constats transversaux ont été identifiés :

01. Le manque d'offre de logements et de moyens d'accompagnement

- Des territoires peu ou mal couverts : zone rurales, zones mal desservies, dialogue difficile avec les collectivités.
- Un manque de petits logements.
- Une offre insuffisante pour des publics ayant des besoins spécifiques :
 - vieillissant ;
 - sortant d'ASE ;
 - personnes avec des problématiques handicap/santé mentale ;
 - jeunes de moins de 25 ans (sans ressources ou avec des indemnités relativement faibles et temporaires, liées à des dispositifs d'insertion CEJ, Service civique...) ;
 - personnes avec animaux domestiques.
- Des difficultés de captation de l'offre de logements dans le privé.
- Un point de vigilance sur la qualité de l'offre : réhabilitation (rénovation thermique - souhait/besoin des personnes etc.) - nuisibles/infestations.
- Un manque de reconnaissance des missions de diagnostic social, de conseil logement, de soutien dans les démarches d'accès aux droits (méconnaissance des dispositifs aux critères complexes, dématérialisation) notamment pour les jeunes (CLLAJ) en dehors des dispositifs d'accompagnement institutionnels (ASLL, AVDL).

LES CONSTATS PARTAGÉS (SUITE)

02. Des réponses déconnectées du parcours des personnes

- Des liens avec les SIAO à renforcer.
- Hébergement saturé.
- Pas assez de lien emploi/logement.
- Des sorties de structures difficiles notamment pour le public vieillissant : logement social (sécurisation/ressources) - EPHAD (Stigmatisation) ; mais aussi pour les jeunes sortant de la Protection de l'Enfance : liens à développer avec les acteurs logement/hébergement et SIAO en prévention / préparation des sorties.
- Des problématiques administratives qui entachent l'accès et le maintien dans le logement (renouvellement des titres de séjours - dématérialisation - complexité des dispositifs et multiplicité des acteurs etc.)

03. Un modèle associatif fragilisé

- Un modèle économique fragile.
- Des appels à projets qui rendent difficiles les projections à long terme.
- Peu de marges d'innovation (cahiers des charges contraints).
- Crise des bénévoles : gouvernance notamment.
- Des enjeux autour des ressources humaines : turn over, difficultés de recrutement, attractivité des métiers du social, financement des primes Ségur...

04. Une animation des acteurs qui ne permet pas la coordination des réponses

- Manque de connaissance des dispositifs, des acteurs du territoire, par et entre les acteurs logement / hébergement, et a fortiori pour les acteurs d'autres champs comme la santé par exemple.
- Pas d'espaces opérationnels de partage des besoins du territoire ou d'interconnaissance, les temps existants sont souvent formels et répondent peu aux attentes des associations.
- Lien avec les collectivités parfois difficile : peu de traduction des besoins/enjeux dans les documents programmatiques.
- Des liens avec les pouvoirs publics qui impliquent parfois une mise en concurrence des associations.
- Une connaissance partielle de l'existant, qui s'explique par un manque d'espaces de rencontres et d'échanges et par de faibles financements de mission d'observation sur les territoires.

LES PROPOSITIONS TRAVAILLÉES

En lien avec les constats, les propositions d'actions communes ont été principalement axées sur :

- **La mise en place d'espaces de rencontres et d'échanges pour :**
 - se connaître, partager les besoins et enjeux du territoire, connaître les dispositifs existants, se coordonner, faire émerger des projets concrets coopératifs et d'ampleurs ;
 - trouver des solutions aux situations complexes ;
 - développer de nouvelles solutions dans une logique de parcours et d'éviction des ruptures ;
 - mutualiser les postes et les compétences ;
 - faire le lien avec les collectivités et l'Etat déconcentré.

- **Outiller les acteurs sur les enjeux de santé/santé mentale :**
 - amélioration de la connaissance des acteurs et dispositifs, via des outils (annuaire des professionnels, ...) et formaliser des partenariats ;
 - mutualisation des ressources (postes de médiation santé, professionnels de santé spécialisés) ;
 - formations ;
 - développement d'offres de logements spécifiques.

ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES

03

QU'EST-CE QU'ON EN TIRE ?

Les espaces de dialogue et outils de programmation attendus existent (PDALHPD - PLH - PDH etc.). Toutefois, la question qui se pose est comment les rendre plus opérationnels, plus efficaces.

L'offre d'hébergement et de logement d'insertion est insuffisante en volume et dans la réponse aux besoins spécifiques. Elle n'est pas assez ancrée dans le parcours des ménages. Les solutions et accompagnements restent aussi concentrés dans les principaux pôles urbains avec une problématique de mobilité qui freine les tentatives de rattrapage (tant pour les bénéficiaires, que pour les associations pour qui les frais liés ne sont pas toujours couverts).

La réponse des pouvoirs publics sur la question de la santé/santé mentale ne semble pas à la hauteur. Cela impacte l'accompagnement des personnes vers et dans le logement. Cela entraîne des problèmes de connaissances entre acteurs ou des dispositifs existants mais également un manque de prise en charge des besoins de santé sur les territoires, liée à une pénurie d'offres et de professionnels de santé.

QUELLES PROPOSITIONS POUR LA SUITE ?

A L'ÉCHELLE LOCALE :

- Accompagner les acteurs des territoires pour préciser les contours des projets identifiés et envisager leur réalisation.

A L'ÉCHELLE REGIONALE :

- Partager ces constats à la DREETS et la DREAL en charge de l'animation de la CHAL et du Bureau du CRHH et faire des propositions pour renforcer les outils existants (guide PLH - référentiel PDALHPD etc.).
- Assurer un suivi sur les constats partagés issus de ces journées.
- Travailler avec la DREETS et la DREAL à la mise en place d'une instance opérationnelle spécifique logement d'insertion dans les PDALHPD (cahier des charges complétant le référentiel PDALHPD).
 - Présenter l'offre et les dispositifs existants - les resituer dans une logique de parcours.
 - Etablir les besoins en offre de logement et accompagnement y compris en santé/santé mentale.
 - Proposer un travail de co-construction des réponses.
 - En partager les résultats.
- Poursuivre le travail de renforcement des liens avec les SIAO (notamment via l'accompagnement de la diffusion et mise en oeuvre de l'accord cadre RS - RS.FJT).
- Soutenir les têtes de réseau régionales dans leur travail d'identification, de remontées des constats, observations et propositions des acteurs des territoires.

**BILANS
DÉPARTEMENTAUX
DES JOURNÉES
ET
FICHES ACTION**

04

JOURNÉE DANS L'ALLIER

Dates et lieux :

Le 19 mars, Résidence @nima, Viltais 03000 Moulins.

13 participants :

ANEF 03 63, HJM, AGAT, VILTAÏS, FJT Victoria, Mission Locale Montluçon, Mission Locale de Moulins et sa région, Pension de famille Montvicq, Mission Locale Moulins, Habitat Jeunes Montluçon, Le Tremplin.

Échanges préparatoires

7 entretiens préparatoires ont été effectués en amont de la journée avec des participants afin de prendre connaissance des principaux enjeux du territoire.

Constats partagés

Les besoins évoqués lors des échanges entre les participants correspondent à trois enjeux :

01. L'adéquation de l'offre et des besoins

- Manque d'offres de logements dans les bassins d'emploi (Moulins, Saint-Pourcain-sur-Sioule et Lurcy Levis.).
- Manque de petits logements et de logements accompagnés en milieu rural, et plus globalement, la mobilité - et donc les démarches - sont plus compliquées.
- Peu de disponibilité sur les hébergements d'urgence et d'insertion, et risques de non recours au 115 (beaucoup de jeunes sont logés chez des tiers et ne veulent plus appeler le 115 car il n'y a pas de place, ou ils devront partir de leur territoire ou le mode d'accueil ne convient pas).

02. Des réponses à développer pour des publics spécifiques

- Public de jeunes en fin de prise en charge par l'ASE (beaucoup ont fait appel au SIAO). L'anticipation des sorties et la coordination entre acteurs du monde de l'enfance et du logement adulte est à améliorer pour favoriser le logement en sortie d'institution. (Exemples : Foyer de l'enfance : propose une journée ou nuit d'intégration, 6 mois avant pour une sortie douce; à Nantes des ateliers logements sont organisés par le CLLAJ auprès des jeunes ASE pour préparer la sortie).
- Public avec des problématiques de santé mentale ou de handicap (et plus largement lien logement-santé) : besoin de prise en charge santé mentale handicap ; manque d'accès aux soins (bassin de Montluçon notamment), peu de professionnels (ex :CMP : difficulté d'avoir des psychiatres/psychologues). Exemple : expérimentation dans le Cher d'une plateforme de lutte contre la récidive, coordination parcours (en sortie du CHRS vers le logement avec un package de soins, un partenariat cabinet infirmier et médecin, lien avec un TS etc.)

JOURNÉE DANS L'ALLIER (SUITE)

- Publics vieillissants (par exemple dans l'ancien Foyer de travailleurs migrants).
- Publics sans solutions et sans soutiens amicaux / familiaux qui cumulent diverses difficultés (pas de ressources, problème de santé mentale ou physique) qui a essayé plusieurs dispositifs, et accumulé un passif négatif avec les structures du territoire, et se voit refuser de nouvelles propositions.

03. Fluidifier le parcours et tisser des partenariats

- Fluidifier le parcours SIAO : il ne faut pas que la procédure (lourde) soit une entrave à l'accès ou allonge les délais.
- Un lien efficace entre les missions locales et FJT. Par contre, certains partenaires connaissent mal l'objectif/le public FJT.
- Partenariats avec Partage et Travail (qui fait aussi des mesures ASLL)
- Une offre diversifiée pour le logement des jeunes : CIJ (anciennement PIJ) a aussi des solutions de logement différentes pour les étudiants (150 dans le parc privés), Moulins : résidence intergénérationnelle (étudiant ou jeunes actifs).

Projets travaillés

Une commission ou plateforme partenariale pour donner une seconde chance aux personnes ayant été en échec dans plusieurs dispositifs d'hébergement, de logement ou d'accompagnement.

Une animation territoriale de la thématique santé et logement d'insertion.

Synthèse

Créer une commission avec des ressources permettant, après un diagnostic partagé, de construire des réponses favorisant l'insertion par le logement d'un public pour lequel plusieurs dispositifs d'hébergement, de logement et d'accompagnement ont été testés, sans succès.

Objectifs

- Donner une 2ème chance à des personnes volontaires, ayant par le passé été exclues de dispositifs ou ayant mis fin à des accompagnements.
- Construire des propositions au cas par cas, avec des expertises transversales.

Bénéficiaires / public cible

Les personnes n'ayant plus de solutions :

- Sans ressources ou très faibles ;
- Ayant des problématiques liées à la santé mentale, aux addictions, comportement ;
- Parfois sortants d'ASE, sans soutiens familiaux / amicaux ;
- Étant passé dans plusieurs dispositifs sans succès, voire avec exclusion ;
- Volontaire pour s'engager dans un dispositif accompagné.

Cette commission aurait des moyens pour proposer des solutions sur mesure pour ces publics pour éviter les précédents écueils (exclusion de dispositifs).

Cela pourrait passer par :

- des accompagnements spécifiques (social, santé, mesure éducative, remobilisation, voire séjour de rupture, insertion par l'activité via le travail à la journée comme TAPAJ...);
- la mobilisation de places d'hébergement, de logement en diffus ou en collectif, voire des solutions alternatives (caravanes, mobile-home...);
- éventuellement la fourniture d'un pécule pour les personnes sans ressources, pour leur permettre de payer leur logement (exemple du projet Logement d'abord jeune mené par la Métropole de Grenoble avec le CLLAJ porté par la Mutualité Française de l'Isère).

Périmètre d'intervention

- Prescripteurs, Travailleur social qui fait la demande
- Gestionnaires (structures d'hébergement, logement transitoires)
- Acteurs en capacité de mobiliser des solutions logement "alternatives"
- SIAO
- Conseil départemental et Etat notamment pour la mise en place de mesures d'accompagnement ASLL ou AVDL
- Acteurs santé / handicap
- Collèges "remobilisation" (éducateur de prévention, TAPAJ,)

Parties prenantes

Freins à lever

- Nombre de place à augmenter (liste d'attente), notamment CHRS.
- Convaincre les structures d'accueillir de nouveau des personnes ayant été exclues ou ayant refusé un accompagnement.

Contexte

Les acteurs font état d'un manque croissant de professionnels de santé pour répondre aux besoins des ménages accompagnés et logés. Les acteurs du logement d'insertion font donc face d'une part à des difficultés pour répondre aux besoins en termes de santé des ménages et d'autre part de détenir les contacts de professionnels de santé disponibles.

Synthèse

Ce projet vise à créer une mission d'animation départementale pour rapprocher les besoins en termes de santé dans le secteur du logement d'insertion, des professionnels de santé et projets existants sur ce volet. Cette mission viserait d'une part à la création d'un annuaire partagé et à l'animation d'une dynamique de partage et de co-construction entre les secteurs du social et du médical. Cela permettrait de mutualiser les ressources de santé limitées et de mobiliser des professionnels de santé auprès des publics logés et accompagnés.

Objectifs

Disposer d'un ETP au niveau départemental pour assurer différentes missions d'animation :

- Création et actualisation d'un annuaire partagé recensant les coordonnées de professionnels de santé mobilisables et des dispositifs de santé existants sur le département ;
- Mise en place de conventions avec des professionnels de santé pour assurer des consultations régulières ou à la demande, auprès des personnes logées en logement d'insertion gérées par les acteurs du logement d'insertion ;
- Organisation d'une journée annuelle de rencontres entre les professionnels du logement et de la santé. Proposer des tables rondes thématiques permettant de faire émerger des projets de synergies entre ces deux secteurs d'action sociale.

Périmètre

L'ETP mobilisé interviendrait dans tout le département, en se basant sur les périmètres d'actions des structures partenaires du projet et des résidences et offres de logements gérés par ces dernières.

Moyens dédiés

Financement d'un ETP, soit un budget proche de 55 K € / annuel.

Freins à lever

- Quelles sources de financement pour ce poste et sa pérennité ?
- Quel portage ? Un ETP rattaché à une collectivité, par une structure ou partagé entre les structures.
- Être en capacité de garantir aux professionnels de santé que les rendez vous pris seront honorés.
- Assurer une dynamique réunissant suffisamment d'acteurs pour avoir un impact significatif auprès des ménages et professionnels de l'accompagnement.

JOURNÉE DANS L'AIN

Dates et lieux :

Le 9 avril 2024, Résidence Les 3 Saules (Alfa 3A) à Bourg-en-Bresse.

13 participants + 4 animateurs :

ADOMA Direction régionale AURA, AFASEC, Alfa3a, Mission Locale CLLAJ Bugey Plaine de l'Ain (Ambérieu), Mission Locale CLLAJ Oyonnax Bellegarde Gex, Mission Locale CLLAJ Bresse Dombes Côtiers (Bourg), SOLIHA Ain - FAPIL ARA, SOLIHA AURA, UNAFO, URCLLAJ AURA.

DDETS 01 : OLIVIER PATERNOSTER.

Échanges préparatoires

6 entretiens préparatoires ont été effectués en amont de la journée avec des participants afin de prendre connaissance des principaux enjeux du territoire.

Constats partagés

Les problématiques qui sont ressorties des échanges entre les participants correspondent à deux grands enjeux :

01. La question de l'offre

- Un besoin de solutions : des places d'hébergement notamment pour les couples, pour les personnes avec animaux, à noter également que les dispositifs d'hébergement sont concentrés dans les villes les plus importantes avec des difficultés de mobilité pour les personnes en zones plus rurales (réelles et freins psychologiques), mais aussi des solutions de logement temporaire sur certains territoires peu ou pas couverts : Bellegarde et zone "frontalière" avec la Haute-Savoie et la Suisse, zone Sud Bugey et Ambérieu et frontière avec le Rhône.
- Un enjeu de captation de logements du parc privé à vocation sociale : sous-location, mandat de gestion, en particulier des petits logements (T1-T2 abordables).
- La piste du logement partagé : colocation, intergénérationnel, chambre chez l'habitant à développer pour des publics jeunes notamment qui peinent à se loger dans le droit commun.

JOURNÉE DANS L'AIN (SUITE)

02. La connaissance du territoire et l'animation des acteurs

- Un besoin de mieux identifier, par exemple par une cartographie, les acteurs et dispositifs de l'Ain.
- Un enjeu de mieux partager l'observation des besoins, avec des focales locales.
- Le souhait de développer des plaidoyers communs pour faire remonter les besoins, et suivre leur mise en oeuvre (animation d'un collectif d'acteurs).

Projets travaillés

La création et l'animation d'une commission logement comparable à une commission logement du PDALHPD qui permettrait de nourrir le diagnostic, favoriser l'interconnaissance des acteurs et des dispositifs, la coordination voire l'impulsion de partenariats.

Proposer aux professionnels et aux publics bénéficiaires de l'hébergement, du logement et du logement d'insertion un outil numérique départemental de cartographie à jour de l'ensemble de l'offre du territoire, des acteurs, des ressources et une animation des acteurs locaux.

Contexte

Ce qui existe : CCAPEX, cas bloqués logement social, commissions SIAO : sorties de structures d'hébergement, réunions du Collectif Alerte : lutte contre la pauvreté - réunion 3 à 4 fois par an pour porter des plaidoyer (Alfa 3A, HH, banque alimentaire, croix rouge, Emmaüs, SOLIHA...).

Ce qui manque : une instance d'interconnaissance globale entre acteurs du logement / hébergement tant institutionnels que associatifs, de partage des besoins...

Synthèse

Une commission « logement » semblable à celle du PDALHPD qui permettrait de nourrir le diagnostic, favoriser l'interconnaissance des acteurs et des dispositifs, la coordination voire l'impulsion de partenariats...

Objectifs

- Faire remonter et partager les besoins qualitativement / quantitativement et territorialement :
 - Faire remonter des données ou utiliser l'existant ;
 - Croiser et analyser ces données ;
 - Partager les constats en séance.
- Connaître la programmation de nouvelles offres de logement et des projets.
- Favoriser l'interconnaissance des acteurs pour meilleur coordination des actions :
 - « brise glace et interconnaissance » ;
 - Déjeuner convivial pour améliorer les discussions ;
 - Lieu tournant et financement des trajets.
- Faire un focus thématiques : décryptages de politiques publiques ex : Plan Logement d'Abord.

Périmètre d'intervention

- Logement transitoire, Logement social, Logement privé
- Production : Construction, Réhabilitation
- Promouvoir les formes de logement partagé
- Discuter de la captation de logement
- Accompagnement dans le logement
- Information logement

Participants

- Elus
- Pouvoir public : Etat, Conseil départemental, EPCI
- Associations qui accueillent et accompagnent / prescripteurs
- Gestionnaires de solutions
- Bailleurs sociaux
- SIAO
- ADIL
- Invitation d'acteurs expert selon thème traité

Bénéficiaires

- Public en difficulté - Répondre aux besoins du territoire
- Acteurs logement - Meilleur interconnaissance
- Pouvoirs publics - Faire remonter les besoins

Mode de décision

Éventuellement organisation par collèges par type d'acteur.

Calendrier

Fréquence de réunions : 2 fois par an.

Moyens nécessaires

- Financement d'un poste d'animation et d'analyse de données
- Production de documentation
- Réception / salles pour accueillir
- Financement de déplacements pour les structures
- Portage de l'animation plusieurs options : par le SIAO (intérêt car expert du champs hébergement - logement et partenarial)
- par l'ADIL (intérêt car acteur « neutre »)

Freins à lever

- Légitimité / pouvoir pour influencer les politiques publiques, débloquer des crédits : création de places, de mesures d'accompagnements.
- Capacité de prise de décisions et d'application de ces décisions.
- Mobiliser les acteurs concernés.

Contexte

Manque de ressources/d'informations - territoire vaste avec des enjeux différents en fonction des secteurs - peu de lieux de rencontres et d'échanges sur le logement d'insertion.

Synthèse

Proposer aux professionnels et aux publics bénéficiaires de l'hébergement, du logement et du logement d'insertion un outil numérique départemental de cartographie à jour de l'ensemble de l'offre du territoire, des acteurs, des ressources et une animation des acteurs locaux.

L'outil doit être accessible à tous, intuitif et facilitant.

Objectifs

- Permettre la connaissance et l'accès facile à l'information.
- Éviter les ruptures dans l'accompagnement/le parcours des ménages.
- Accompagner les stratégies de développement.
- Valoriser et partager les bonnes pratiques/les innovations.

Périmètre d'intervention

- Offres hébergement - logement (social - privé - intergénérationnel) - logement accompagné - accompagnement.
- Informations : contacts - conditions/modalités d'admission (pièces justificatives - procédure etc.)
- Actualités des dispositifs.
- Filtres par public (jeunes/agés - handicap etc.) / conditions particulières (accepte les animaux - colocation etc.).

Moyens dédiés

- Pilotage : mise en place d'un COPIL.
- Animation : un animateur dédié :
 - Alimentation et mise à jour : référent désigné dans chaque structure ;
 - Animation des acteurs : rattachement à la commission départementale (cf fiche projet 1) - journées d'échanges et de rencontres proposées ;
 - Communication/diffusion/accompagnement à la prise en main des professionnel et des publics.

Freins à lever

- Outils/instances déjà existants? articulation/complémentarité
- Identification et mobilisation de toutes les parties prenantes - exemple nécessité d'un rôle central à jouer par le SIAO
- Structure complexe si trop d'entrée/trop de ressources

Exemple sur le territoire de l'Hérault: un guide "classique" : <https://www.siao34.org/wp-content/uploads/2023/12/Repertoire-des-dispositifs-dhebergement-et-de-logement-adapte-de-l-Herault-version-DEC23.pdf>

et un outil interactif : <https://prezi.com/view/6edlwn1BqdShJ79viHHB/>

JOURNÉE DANS LE PUY-DE-DOME

Dates et lieux :

Le 25 juin 2024, Centre Jean Richepin, 221 rue Jean Richepin à Clermont-Ferrand.

12 participants :

Soliha Loire - Puy-de-Dôme, SIRA, OPHIS 63, Atrium FJT Thiers, Atelier Logement Solidaire
DDETS 63 : Loic Boissier.

Échanges préparatoires

4 entretiens préparatoires ont été effectués en amont de la journée avec des participants afin de prendre connaissance des principaux enjeux du territoire.

Constats partagés

Les besoins évoqués lors des échanges entre les participants correspondent à trois enjeux :

01. Mieux couvrir les zones rurales

- Les acteurs partagent une difficulté à intervenir dans les zones excentrées. Cela s'explique par l'absence de partenariats avec les collectivités locales des zones rurales et des difficultés d'intervention qui sont coûteuses en temps de trajet.
- Cela implique également une capacité à mobiliser des biens dans ces zones, à les réhabiliter dans certains cas. La captation est plus simple que dans les grandes agglomérations, mais la problématique se déplace sur l'accessibilité des publics en insertion.
- Les participants envisagent des micro-expériences pour innover sur des solutions couplant logement et emploi / formation, notamment pour le public jeune.

02. Renforcer les espaces d'échanges et d'inter connaissance

- Afin de répondre aux besoins multiples des publics et faciliter le montage de projets ambitieux, les participants expriment le besoin de construire des synergies d'acteurs pour mutualiser des moyens.
- Des espaces d'échanges d'information réguliers permettraient également de construire des actions communes et mettre en mouvement des dynamiques coordonnées.
- Ces espaces renforceront la capacité des acteurs pour proposer des solutions aux collectivités locales et répondre à leurs besoins.

JOURNÉE DANS LE PUY-DE-DOME (SUITE)

03. Proposer des accompagnements spécialisés sur les problématiques de santé mentale

- Les échanges ont fait état d'un besoin croissant d'accompagnement spécialisé, notamment sur la santé mentale qui touche tous les publics accompagnés et logés par les acteurs locaux.
- Cette problématique est liée à l'isolement croissant de certains ménages qui ne peuvent pas accéder à des accompagnements spécialisés ou à des parcours de soins adaptés.
- Afin de répondre aux besoins, il faudrait pouvoir développer des résidence accueil et être en capacité d'orienter les personnes vers des équipes pluridisciplinaires et mobiles. Face à la multiplication des problématiques, le développement d'offres de formations pourrait soutenir le travail quotidien des professionnels.

Projets travaillés

Espaces de travail pour favoriser les coopérations entre les acteurs du logement d'insertion.

Contexte

Les participants souhaitent avoir des espaces d'échange et de construction réguliers pour faciliter l'émergence de projets concrets coopératifs et d'ampleur sur le département.

Synthèse

Organiser un séminaire annuel pour définir un plan d'action commun en faveur du logement d'insertion sur le département.

Cette journée serait l'occasion de déployer des groupes de travail thématiques à visée opérationnelle. Les conclusions de ces derniers permettraient la tenue tout au long de l'année d'instances de travail pour accomplir des objectifs fixés en séminaire.

Ce séminaire serait ouvert aux partenaires et élus locaux.

Différents sujets de travail ont été ciblés :

- La santé mentale
- La captation de logement
- Les besoins spécifiques de certains territoires

Objectifs

A travers un plan d'actions annuel :

- Renforcer l'interconnaissance des acteurs du logement d'insertion ;
- Développer des actions concertées sur un territoire ;
- Apporter des expertises (juriste - psychiatre etc.)/accès à la ressources/connaissance de l'existant ;
- Porter collectivement des actions opérationnelles tout au long de l'année.

Périmètre

Département, ainsi que des actions territoriales ciblées.

Moyens dédiés

- Une mission d'animation (préparation - mobilisation - livrables etc)
- Mobilisation d'une salle
- Valorisation/capitalisation des actions : rapport d'activité/livrable

Freins à lever

Assurer un financement pour l'organisation et l'animation de ce projet.

Contexte

Précarisation des publics, pas seulement d'un point de vue financier mais également sur l'offre de l'accompagnement aux soins.

Les équipes des structures font face à des situations complexes et des problématiques multiples liées à la santé mentale du public accueilli et ne disposent pas de moyens humains pour y répondre.

Synthèse

Proposer un accompagnement aux soins adapté aux personnes accompagnées.

Renforcer les ressources humaines en santé. : besoin très fort de ressources humaines en santé ; de personnel psychiatrique ; manque de personnel formé.

- Développer une offre de logement adapté à ce public (Maisons Relais ?)
- Renforcer le partenariat avec les acteurs de la psychiatrie.
- Former les équipes des structures et notamment à la prévention des risques suicidaires.
- Mutualiser les réponses aux appels à projet et développer les moyens pour y répondre (recours à un prestataire extérieur ?)
- Mutualiser du personnel de santé entre différentes structures AHI (Acteurs de l'Hébergement d'Insertion).
- Développer plus d'équipes mobiles et/ou le financement de psychologues mutualisés.

Objectifs

Exemples inspirants :

- Formation PSSM : est une formation très appréciée mais ne remplace par une coordination des acteurs de santé.
- Clermont-Ferrand : existe une équipe mobile de psychiatrie.
- Secteur de Thiers : existe une plateforme sociale unique portée par le Conseil départemental et le CCAS, regroupe 40-50 interlocuteurs à chaque réunion organisée tous les deux mois sur une demi-journée. De ces rencontres est née l'idée de développer un.e infirmière sur le champ psychiatrique.

JOURNÉE DANS LA DROME

Dates et lieux :

Le 2 juillet, Pension de famille Rossini - Soliha Drôme, 26 000 Valence.

12 participants :

SOLIHA Drôme, ADOMA, FJT Constantin, LADAPT, Diaconat Protestant - FJT Rochedolombe, FJO.

DEETS : ÉLÉONORE DUBOIS - DI MACARIO.

Échanges préparatoires

3 entretiens préparatoires ont été effectués en amont de la journée avec des participants afin de prendre connaissance des principaux enjeux du territoire.

Constats partagés

Les besoins évoqués lors des échanges entre les participants correspondent à trois enjeux :

01. L'accompagnement des publics et le parcours

- Difficulté d'accompagnement des publics sur la question de la santé mentale : pas de solution, articulation avec les partenaires de la psychiatrie (manque de professionnels) à améliorer/développer, méconnaissance des missions du logement accompagné/moyens possibles. Incurie/diogène: pas d'acteurs (Un service du diaconat sur diogène à une personne sur toute la Drôme). L'existant : médiations santé, équipe logement accompagné Valence/bourg les valence, LADAPT travaille avec la psychiatrie SAVS et SAMSAH avec l'équipe mobile et CMP.
- Difficultés sorties de structure (logement autonome privé ou social) : sécurisation, ressources stabilisées, stigmatisation des publics. Sorties FJT vers logement autonome, peu de studio disponibles, peu de mobilité. Accompagnement des personnes dans leurs parcours, publics qui avancent en âge notamment dans résidence accueil, difficulté à changer de logement, même pour les personnes volontaires, les ressources sont souvent insuffisantes (ex : EHPAD).

JOURNÉE DANS LA DROME (SUITE)

02. La coordination des acteurs

- Professionnels isolés/manque de travail en partenariat/connaissance des différents acteurs et missions de chacun. Manque de temps dédié à ces actions, réservés plutôt aux cadres et non aux équipes de terrain. Lien avec équipe pénitentiaire (wake up café sur l'emploi). Exemple existant : programme « adultes relais » à Valence sur le sujet de la jeunesse, présentation des dispositifs, communauté de professionnels.
- Enjeux RH : turn over fort, difficulté de recrutement de personnels (enjeux des salaires, bien-être au travail). Cela renforce le manque de travail en partenariat et d'interconnaissance.
- Perte de proximité avec les acteurs institutionnels : lien avec CAF (plus de partenariat privilégié/plus de référent, retard dans le versement des APL/engagement de procédure, etc.), avec la Préfecture (plus possibilité de prendre des RDV pour des renouvellements de titres de séjour, plus de créneaux, etc.)
- Une articulation avec le SIAO à optimiser.

03. La question de l'offre

- Problématiques bâti et captation de logement : difficultés de captation et notamment de logements de bonne qualité, bâtiment énergivore/vétusté des logements, infestation/nuisibles (nouvelles missions pour les équipes - enjeu de mobilisation ARS) , avortement projet de rénovation (financement), Achat mutualisé : apogées - clés solidaires.
- Peu d'offres en milieu rural et un équilibre économique précaire : services centralisés à Valence, peu d'offres sur le sud Drôme dans la ruralité. Equilibre financier sur les fonctionnements (pas de revalorisation de l'AGLS, ne tient pas compte de l'inflation), manque de mesure d'accompagnement et de solutions d'habitat.

04. Amélioration du bâti

- Financement des travaux rénovation globaux et pas qu'énergétique.
- Enjeux : économique - écologique - précarité des publics - qualité des logements - amélioration des conditions de travail.

Contexte

Il est nécessaire de renforcer les relations partenariales, partager davantage des pratiques, créer des procédures communes pour permettre un accompagnement digne vers l'insertion.

Synthèse

Formaliser des partenariats permettant de définir des processus clairs et identifiés pour résoudre des situations complexes et accompagner les personnes logées de manière digne. La formalisation est nécessaire entre les acteurs du logement d'insertion d'une part, et avec les acteurs institutionnels d'autre part : CAF (suppression des référents), préfecture, acteurs de la psychiatrie/santé, bailleurs, SIAO, etc .

Objectifs

- Permettre l'accès aux droits/prestations, lutter collectivement contre la mise en échec des personnes logées, des équipes et des structures.
- Créer du lien local afin de favoriser les rencontres et le travail commun entre acteurs du territoire.
- Connaître les dispositifs.
- Intégrer une dimension stratégique et opérationnelle pour permettre la mise en place d'actions concrètes et la collaboration entre les équipes.
- Interconnaissance/établir les liens possibles en fonction des besoins réciproques.
 - Référent dédié des 2 côtés/activités
 - Partager enjeux/impacts (ex : impayé)
 - Connaissances des dispositifs/missions cadre réglementaires
- Etablir les règles du jeu/concurrence
- Partage pratiques/formations (échelle - journée échanges)

Actions

Exemples :

- Acteurs de la santé psychique (orientation/dispositif/accompagnement/situations de crises) : 1 convention/territoires psy avec les acteurs du logement d'insertion / 1 journée apport théorique entre acteurs partage pratiques/visites (équipe + cadre)
- Bailleurs sociaux : accès au parc social et maintien (réorientation) : 1 conventionnement/ 1 journée

Outils : PDALHPD / Convention Territoriale Globale (CTG)

- Portage par les acteurs du logement accompagné/d'insertion
- Cibles : AS psy - CAF - Bailleurs sociaux - SIAO - CPAM - DDETS

Parties prenantes

Freins à lever

Animation à financer.

JOURNÉE DANS LA LOIRE

Dates et lieux :

Le 8 octobre 2024 – Résidence FJT Clairvivre à Saint-Etienne.

10 participants :

SOLIHA Loire Puy-de-Dôme – ALS 42 – ANEF Loire – Mission Locale Giers Pilat – FJT Guy IV Montbrison – Centre jeunesse Pierre Bérégovoy – Nema Love

DDETS 42 : Margaux Bonhomme.

Échanges préparatoires

8 Échanges préparatoires ont été effectués en amont de la journée avec des participants afin de prendre connaissance des principaux enjeux du territoire.

Constats partagés

01. Enjeux autour de l'offre :

Roannais : manque de logements jeunes précaires sur le Roannais (situation dégradée avec le permis de louer/logement insalubre ...) /étudiants et étudiants étrangers/ sortants des dispositifs sociaux (ASE – MNA – Unités jeunes majeurs).

Réhabilitation du FJT programmée : risque de diminution temporaire du nombre de places mais la Ville est en recherche de site pour maintenir l'offre pendant les travaux.

Dispositifs d'urgence pas assez développés sur Roanne : les personnes sont envoyées sur Saint Etienne (cela a pour risque de créer des ruptures dans les dynamiques d'insertion : emploi/formation).

L'Agglomération ne finance pas et soutient peu les projets et peu de relais dans les documents programmatiques.

Difficultés pour capter des logements : modifications des avantages fiscaux (loc avantage – ISFI) : moins attractifs pour les propriétaires.

Enjeu de fidélisation des propriétaires qui prennent contact avec les associations : développer, faire connaître la plateforme de captation LOUISE ; créer un réseau par des événements conviviaux (ANEF).

Manque de solutions pour les jeunes à faibles ressources/voies d'insertion : la non prévisibilité de la ressource rend difficile accès au logement social – replis sur des solutions très précaires (logement sans eau etc.)

Ouverture résidence sociale jeune de l'ASL 42 en 2025 (18 logements) et souhait de développer l'offre IML jeune.

JOURNÉE DANS LA LOIRE (SUITE)

Manque de solution d'hébergement qui accueille des animaux

Travaux à l'Asile de Nuit géré par SOLIHA pour accueillir des personnes avec animal dans certaines chambres mais quid sur les autres territoires ?

02. Enjeux liés à l'accompagnement des publics :

- Besoin d'accompagnement en santé mentale/addictions (soutien aux professionnels au-delà de la formation) voire de solutions spécifiques.
- Public en milieu rural : oublié – difficile d'intervenir en secteur reculé car coûte cher.
- Difficulté à faire reconnaître et financer les missions de conseil des CLLAJ : information, soutien dans la construction du projet logement des jeunes, dans l'accès aux droits, orientation vers les gestionnaires d'offre... à Saint-Étienne (missions portées par l'ASL 42), mais aussi dans les autres territoires.
- Problématique administrative :
 - prend de l'ampleur sur des renouvellements de titres de séjour – borné aux mêmes dates que les contrats d'apprentissage y compris pour des jeunes déjà en logement : pas possible d'avoir l'autorisation de travail faute de récépissé – cela met en échec les parcours des jeunes et les accompagnants sont désemparés ;
 - dématérialisation : renforce le besoin d'accompagnement dans les démarches ;
 - moins d'accès à mobili jeunes (critères plus restrictifs depuis 2024) : problématique de solvabilisation de jeunes alternants.

03. Enjeux autour du modèle associatif :

- Modèle économique des associations : réforme – AAP qui rend difficile de se projeter sur du long terme – beaucoup de temps à faire des réponses/cahier des charge très contraints (limite de l'injonction permanente à l'innovation).
- Crise des bénévoles de gouvernance – besoin d'avoir du politique pour dialoguer avec le politique.
- Des expertises métier nécessaires par exemple aux missions de gestion locative mais difficile à financer : opportunité de mutualisation des expériences à faire connaître, d'autres à structurer – par exemple gestion administrative (mutualisation proposée par l'ASL 42), comptable de la gestion locative; captation (LOUISE) ; entretien des logements ; auto-réhabilitation accompagnée ou atelier bricolage (Groupement d'employeur GESTE).

JOURNÉE DANS LA LOIRE (SUITE)

O4. Enjeux de mutualisation - synergies - partenariats entre les acteurs :

- Travailler ensemble sur la notion parcours/faciliter les transitions/éviter les échecs (communication au-delà des liens interpersonnels) - accompagner les situations le plus complexe/mettre autour de la table les complémentarités.
- Observatoire SIAO porte le diagnostic sur le territoire : groupe de travail spécifique sur le logement des jeunes a pu pointer les manques.
- Espaces de dialogue réunissant l'ensemble des partenaires et abordant des sujets très opérationnels :
 - Comment le reconstruire - être cohérents/coordonnés - rendre concret - agir en fonction des besoins et moins opportunité - être créatifs/collaboratifs - interconnaissance - proposer des solutions clés en main.
 - Partenaires : SIAO (qui s'étoffe notamment sur la partie observatoire) - CAF - CD 42 - autres collectivités.
 - Plaidoyer commun : localement - régionalement - nationalement auprès-s des partenaires - faire remonter les réalités de terrain - territoires détendus oubliés.
 - Poste : compétences à mutualiser (échelle : SIAO - mise à dispo d'une association etc.)

Projets travaillés

Plutôt que de travailler plus spécifiquement sur deux projets, les participants ont souhaité aborder trois grandes thématiques :

- la mutualisation des services ;
- l'amélioration de la lisibilité de l'offre ;
- le développement de nouvelles solutions dans une logique de parcours et d'éviction des ruptures.

Ces éléments ont été partagés avec Mme Bonhomme, en charge du logement accompagné à la DDETS et sont détaillés ci-après.

Mutualiser des services

- Existant qui fonctionne sur la captation de logement : numéro de tel unique pour les propriétaires ; Louise + création groupe prospecteurs interdépartemental
 - Faire connaître /communiquer auprès des propriétaires : besoin notamment de relais par l'Etat vers les collectivités...
 - Moyens de fonctionnement dans la durée (Etat - collectivité)
- Santé - à créer : Mutualisation de moyens/besoins des publics : mobilisation des services spécialisés - porter des postes mutualisés de psychologue par exemple.
- Mutualisation des formations et de l'information - formation PSSM par exemple - nécessité de décloisonner (lien DDETS/ARS) - Annuaire ou organisation de temps d'interconnaissance pour l'identification des dispositifs existants et modalités de mobilisation.
- Auto-rénovation accompagnée et atelier de bricolage : Groupement d'employeurs savoir transmettre entreprendre GESTE - en recherche de missions, d'adhérents.
- Mutualisation entretien en diffus /compétence gestion locative et comptable - à développer.
- Communication pour faire connaître les missions des acteurs du logement d'insertion - à développer : organisation de webinaires (au local ou au national, par exemple via idéalco réseau social professionnel des collectivités locales), de rencontres territoriales à destination des bailleurs, des collectivités territoriales - inciter au repérage et à l'action sur les logements vacants, les outils pour atteindre les objectifs SRU : mandat de gestion, sous-location...

Améliorer la lisibilité de l'offre

- Communiquer/faire connaître les offres existantes - initiatives associatives non intégrées/reprises dans le plan PDALHPD (ex.Louise - Gestion locative adaptée - plateforme d'accompagnement etc.)
- Animation/pilotage du PDALHPD pour aller au-delà de l'écriture des fiches actions (perte de temps/argent) - besoin du soutien des pilotes du plan notamment afin de faciliter le lien avec les collectivités (ne pas laisser les associations seules dans ce dialogue).

(suite)

Développer de nouvelles solutions / parcours / éviter les ruptures

- Offre d'hébergement d'urgence/mise à l'abri manquante (ex. pas d'hébergement d'urgence sur Roanne - contraint d'aller à Saint-Etienne - ruptures).
- Offre de logements communaux : accompagner les communes pour s'en saisir.
- Développer une plateforme d'accompagnement d'abord pour les jeunes - support à la résidence jeunes qui sera ouverte à Saint-Etienne en janvier 2025 (ASL 42) : adaptation aux besoins d'accompagnement et à leur fluctuation et faire le lien avec les autres acteurs de l'accompagnement y compris protection de l'enfance...
- Lutter contre les injonctions paradoxales contre productives /décloisonnement /fin de prise en charge brutales : tous les partenaires se mettent d'accord au service d'objectifs communs : le parcours prime (ex. perte d'emploi du fait non-accès au logement ; rupture en lien avec fin de titre de séjour ; fin de prise en charge ASE...)
- Inégalités territoriales/besoins - soutien du dialogue auprès des collectivités notamment par l'Etat - exemple du territoire du Roannais sur lequel l'agglomération est peu engagée.
- Identification des « acteurs » (voir notamment les mutualisation autour de la communication ci-dessus) : ex. financement des aides à la pierre par les collectivités/modèle économique de l'opération - sédentarisation des gens du voyage.
- Dialogue DDETS/DDT/CD (PDH - PLH - petites villes de demain ...) besoin de mise en cohérence des politiques publiques et programmations

REMERCIEMENTS

05

REMERCIEMENTS

Un grand merci à l'ensemble des participants qui se sont mobilisés sur ces différentes journées organisées par les réseaux du logement d'insertion (FAPIL, SOLIHA, URHAJ, UNAFO, URCLLAJ).

Nos remerciements aux représentants des DDETS qui sont venus écouter et échanger sur les besoins identifiés et les actions collectives proposées, le Commissariat à la Lutte Contre la Pauvreté pour son soutien dans le cadre du Pacte des Solidarités, et à nos adhérents pour leur accueil et leur appui logistique.



“C’était une journée riche en échanges et en informations.”

“Bon format, bon déroulement, bonne animation”

“Temps d'échange toujours riches et intéressants tant sur les temps de travail que les informels.”

“J'ai beaucoup apprécié l'animation des temps de présentation et de travail en groupe (ludique et dynamique).”





UNION RÉGIONALE
SOLIHA
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES



2024 MERCI

Favoriser l'interconnaissance et l'émergence
de projets au service du logement d'insertion

ACTEURS DU LOGEMENT D'INSERTION EN AURA

FAPIL - Marine POLYCARPE - marine.polycarpe@fapil.fr

FAPIL - Matthieu HERICHER - matthieu.hericher@fapil.fr

UNAFO - Mathilde MARANTZ - mathilde.marantz@unafO.org

URHAJ - Carole Bonneau - direction@habitatjeunes-aura.org

SOLIHA - Mathilde CHIRAT - m.chirat@solihA.fr

URCLLAJ - Elsa FILIZETTI - e.filizetti@uncllaj.org



POUR DES ALLIANCES LOCALES DE SOLIDARITÉS :
COOPÉRER, MUTUALISER, STRUCTURER ET INNOVER !